# FONDS SOCIAL DE LA REPUBLIQUE DEMOCATIQUE DU CONGO,

# « FSRDC »

 **PROJET DE PRODUCTION INCLUSIVE, « PIP »**

**PUBLICATION DU RESUME EXECUTIF DU CADRE DE POLITIQUE DE REINSTALLATION, « CPR »**

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) vient d'obtenir de l'Association Internationale de Développement (IDA) un don de 200 million dollars américains pour financer le Projet d'Inclusion Productive "PIP" dont la gestion a été confiée au Fonds Social de la République Démocratique du Congo (FSRDC).

L’objectif de développement du Projet d'Inclusion Productive est d''améliorer l’accès des ménages pauvres aux filets sociaux productifs et établir les éléments de base d’un système de filets sociaux.

Le PIP concerne sixprovinces, notamment le Kwango, le Kwilu, la Mongala,le Maï-ndombe, le Nord et le Sud Ubangi.

Par ailleurs, les travaux de réhabilitation des pistes rurales en HIMO vont déclencher sept politiques opérationnelles de sauvegardes environnementale et sociale sont déclenchées à savoir : *(i)* PO 4.01« Evaluation Environnementale »; *(ii) PO 4.10 « Populations Autochtones » ; (iii)* PO 4.11 « Ressources culturelles physiques »;*(iv)*PO 4.12 « Réinstallation Involontaire »; (v) *PO* 4.04. « Habitats Naturels »; *(vi)* PO 4.36 «Forêts» et *(vii)* PO 4.09 «Lutte antiparasitaire».

Quatre (4) composantes envisagées pour atteindre les objectifs du projet sont ;

* Composante 1 : Capacité institutionnelle et création de systèmes ;
* Composante 2 : Argent contre travail communautaire (Cash for work ou CFW) ;
* Composante 3 : Transferts monétaires ;
* Composante 4 : Soutien aux moyens de subsistance et au developpement humain ;

Ainsi, la mise en œuvre de la composante 2 relative aux CFW prévues peuvent avoir des effets négatifs sur l’environnement et pourraient entrainer des expropriations. Il sied de préciser déjà que les zones d’acquisition potentielle ne sont pas encore connues.

Le Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) a pour objectif d'établir les principes de réinstallation involontaire et de compensation, les arrangements organisationnels et les critères de conception qui devront être appliqués à la Composante 2 du PIP relatifs aux CFW, en accord avec les lois en vigueur de la RDC et la politique opérationnelle 4.12 relative à la réinstallation involontaire de la Banque mondiale.

Le CPR mentionne trois catégories des populations potentiellement affectées par les sous-projets du PIP. Il s’agit (i) individu affecté : il s'agit des individus ayant subi, du fait du sous-projet, la perte de biens, de terres ou de propriété et/ou d'accès à des ressources naturelles ou économiques et auxquels une compensation est due ; (ii) Ménage affecté : un ménage est considéré comme affecté si un ou plusieurs de ses membres subissent un préjudice causé par les activités du programme ; (iii) Ménages vulnérables : les ménages vulnérables sont ceux qui risquent de devenir plus vulnérables suite au processus de réinstallation, les femmes âgées, les handicapés, personnes âgées, les enfants en situation difficile particulièrement ceux sans domicile fixe.

Par ailleurs, le présent CPR prend en compte les exigences législatives et réglementaires nationaux du secteur environnemental régi par des documents de planification stratégiques ainsi que des textes pertinents, à savoir :

* Constitution de la République Démocratique du Congo telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 : particulièrement ses articles : 9, 34, 53, 54, 55, 59, 123, 202, 203 et 204 ;
* La Loi n°14/011 du 17 juin 2014 relative au secteur de l’électricité ;
* La Loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés ;
* La Loi n°77/01 du 22 février 1977 sur l’expropriation pour cause d’utilité publique ;
* La Loi 77-001 du 22/02/2002 qui décrit les procédures d’expropriation.

Le cadre juridique régissant le foncier et l’accès à la terre à appliquer durant la mise en œuvre des activités de ce projet sera de trois types, notamment : *(i)* les terrains du domaine privé, *(ii)* les terrains occupés ou gérés par l’Etat, *(ii)* les terres publiques allouées à des individus.

De toutes les façons, le recours au déplacement des personnes sera relativement réduit, car le projet aura à éviter autant que possible de porter préjudice à des tiers, notamment en ce qui concerne les déplacements, la perte de l’habitat ou d’autres biens collectifs ou communautaires (maisons, bâtiments publics, petits marchés, etc.). Toutefois, en cas ou ceci n’est pas réalisable, les impacts suivants sont probables :

* Impact sur les terres : acquisitions permanentes de terre requise pour les CFW des pistes rurales et aménagement agricoles ainsi que la réhabilitation/construction des Centres de Promotion Sociale (CPS) dans les toutes les provinces (bâtiments administratifs, boutiques, étalages, clôtures, petits marchés, etc.) ou les composantes 3 et 4 seront realisees. Certains espaces, à l’instar des emprises des petits marchés, bâtiments feront l’objet d’une occupation temporaire limitée, notamment pendant les travaux de construction / réhabilitation.
* Impact sur les cultures : destruction totale ou partielle des espaces de culture (champs) et arbres fruitiers ainsi qu’autres espaces verts.
* Impact sur les revenus : arrêt temporaire des activités de certaines vendeuses et vendeurs à la sauvette qui occupent souvent des emprises des routes et des espaces publics libres dans les provinces potentielles.

Le présent CPR prend en compte les critères d’éligibilité à la compensation définit comme suit : (a) les détenteurs d'un droit formel et légal sur les terres, dont les droits coutumiers sont reconnus par les lois du pays ; (b) les détenteurs qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres ou autres documents reconnus ou susceptibles de l’être par les lois du pays (c) les occupants irréguliers qui n’ont pas de droits ou de titres formels. Il faut préciser que les personnes entrant dans la catégorie (c) n’auront pas droit à des compensations pour pertes de terre ; elles percevront par contre une aide à la réinstallation en compensation de l’activité exercée sur le site en lieu et place de la compensation pour les terres qu’elles occupent. L'ayant droit ou le bénéficiaire d'un programme de réinstallation sera toute personne affectée négativement par le projet (PAP) qui, de ce fait, aura droit à une compensation, avec une attention particulière sur les femmes, les pauvres et les groupes les plus vulnérables ; mais aussi à la population hôte en cas de déplacement physique de personnes dans une autre localité. La date limite d’éligibilité correspondra au démarrage effectif des opérations de recensement. Le projet veillera à ce qu’un dédommagement juste et équitable soit assuré pour toutes les pertes ainsi subies, en référence au taux du marché en vigueur. Il est suggéré que la préférence soit toujours donnée au paiement en nature.

Le CPR a dressé un tableau récapitulatif comprenant : (i) Exigence de la PO 4.12 ; (ii) Disposition nationale pertinente (Ref. Texte juridique et articles) ; (iii) Observation (complément à la disposition nationale en vue de satisfaire l’exigence de la PO 4.12).

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Thème | Cadre juridique national | Cadre juridique de la PO/PB 4.12 | **Conclusions** |
| Personnes éligibles à une compensation | -Les personnes éligibles à une compensation sont les propriétaires d’un immeuble ; les titulaires de droits réels immobiliers et fonciers ; les titulaires des droits de créance ayant pour objet l’acquisition ou la jouissance d’un immeuble ; les titulaires de droits de des communautés locales sur les terres domaniales (article premier loi n° 77-001 du 22 février 1977) | L’OP.4.12 ne fait pas de distinction entre les personnes qui doivent bénéficier d’une compensation. Il s’agit aussi bien de ceux qui détiennent des droits formels que ceux qui n’en détiennent pas. Toutefois, les squatters n’ont pas droit à une compensation pour la perte de terre, mais seulement à une aide pour la réinstallation. | LA PO 4.12 et la législation de la RDC se rejoignent en ce qui concerne les personnes qui peuvent être déplacées. Il faut simplement préciser que le droit de la RDC est plus restrictif dans la mesure où il met l’accent en particulier sur les détenteurs de droits reconnus par la loi, alors que la PO.4.12 ne fait pas cette distinction. Les détenteurs de droit coutumier sont considérés comme détenteurs de droit formel. Recommandation : Appliquer la PO.4.12 ; aucune distinction entre les personnes qui détiennent des droits formels de ceux qui n’en détiennent pas.  |
| Compensation terres  | Compenser avec une parcelle équivalente  | De préférence remplacer les terres prises et régulariser l’occupation quand les moyens de subsistances sont liés à la terre; sinon, paiement des terres prises au prix du marché | En accord sur le principe, mais différent sur le prix du marché. Recommandation : Appliquer l’OP.4.12 ; remplacer les terres prises et régulariser l’occupation ; sinon, paiement des terres prises au prix du marché. |
| Compensation – structures/ infrastructures | Payer la valeur selon le coût officiel  | Remplacer ou payer la valeur au prix du marché actuel (Coût de remplacement à neuf, sans amortissement)  | Différence Recommandation : Appliquer la PO.4.12 ; remplacer ou payer la valeur au prix du marché actuel.  |
|
| Occupants irréguliers  | Le droit de l’expropriation ne prévoit pas d’indemnisation ou d’aide quelconque en cas de retrait des terres du domaine public de l’État ou de l’occupation irrégulière de concessions privées.  | PO 4.12, par. 16: Les personnes relevant du paragraphe 15 c) reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu’elles occupent, et toute autre aide, en tant que de besoin, aux fins d’atteindre les objectifs énoncés dans la présente politique, à la condition qu’elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée. OP.4.12 paragraphe 6. b) i) et c) : Si une relocalisation physique est nécessaire, les personnes déplacées doivent bénéficier d’une aide telle que des indemnités de déplacement durant la réinstallation.  | Une divergence existe entre la politique de la Banque Mondiale et la législation congolaise. En effet, aucune aide ou indemnisation n’est prévue en cas de retrait de terre du domaine public de l’Etat ou d’occupation irrégulière de terres domaniales occupées par des particuliers en RDC, alors que les procédures de la PO 4.12 exigent une telle compensation. Mais dans la pratique, une assistance est accordée aux populations pour garantir la paix sociale, notamment dans les projets financés par certains bailleurs : appliquer la PO. 4.12 de la Banque mondiale. Recommandation : Appliquer les normes de la PO.4.12 ; les occupants sans droit formel ou occupants irréguliers reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu’elles occupent et toute autre aide, en tant que de besoin.  |
| Évaluation – terres  | Remplacer à base des barèmes selon la localité  | Cout de remplacement pour terrains perdus au projet  | Différence importante mais en accord sur la pratique. Recommandation : Appliquer la PO.4.12 ; Le cout de la compensation en espèces pour tout terrain perdu au projet devrait être basée sur le coût de remplacement. |
|
| Évaluation – structures  | Remplacer à base de barème selon matériaux de construction  | Remplacer à base des coûts de replacement à neuf, sans dépréciation | Différence importante mais en accord sur la pratique. Recommandation : Appliquer la P0.4.12 ;  |
| Groupes vulnérables  | La législation congolaise n’a pas prévu de dispositions spéciales concernant les groupes vulnérables. Mais, les articles 12 et 13 de la Constitution interdisent toute forme de discrimination. | OP. 4.12, par. 8 :Pour que les objectifs de la politique de réinstallation soient pleinement respectés, une attention particulière est à porter aux groupes vulnérables au sein des populations déplacées, notamment les personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté, les travailleurs sans terre, les femmes et les enfants, les populations autochtones, les minorités et toutes les autres personnes déplacées qui ne font pas l’objet d’une protection particulière dans la législation nationale  | Différence importante. Recommandation : Appliquer la P0.4.12 ; prendre en compte les groupes vulnérables au sein des populations déplacées |
|
| Règlement des litiges  | Négociation à travers les structures étatiques pour s’entendre sur le montant de l’indemnisation. Dans le cas contraire, la phase judiciaire est mise en œuvre.  | Annexe A OP.4.12. par. 7 b) ; Annexe A OP.4.12 par. 16 c) Annexe A par. 17: prévoir les procédures judiciaires avec des délais raisonnables, un coût abordable et à la portée de tous en favorisant les mécanismes alternatifs tels que la conciliation, la médiation ou le recours à certaines autorités coutumières  | Deux modalités différentes sur le plan des principes mais dans la réalité les mécanismes de résolution de conflit rejoignent ceux de la Banque Mondiale. Recommandation : Appliquer la PO.4.12 ; s’assurer que le mécanisme de règlement de litiges est mis en place. |
| Alternatives de compensation  | La législation congolaise ne prévoit pas, en dehors des indemnisations et / ou de l’attribution de nouvelles terres, l’octroi d’emploi ou de travail à titre d’alternatives de compensation.  | PO 4.12, § 11: Si les personnes déplacées choisissent une autre option que l’attribution de terres, ou s’il n’y a pas suffisamment de terres disponibles à un coût raisonnable, il faudra proposer des options non foncières fondées sur des perspectives d’emploi ou de travail indépendant qui s’ajouteront à une indemnisation en espèces pour la terre et autres moyens de production perdus.  | La PO.4.12, en matière d’alternative de compensation notamment celle fondée sur des perspectives d’emploi ou de travail indépendant n’est pas prise en compte par la législation congolaise. En règle générale, seules les indemnisations en espèces ou les compensations en nature sont prévues. Recommandation : Appliquer la PO.4.12 |
| Principes d’indemnisation | Juste et préalable (article 34 Constitution) ; juste et équitable indemnité compensatoire (article 26 Code des investissements) ; | Au préalable. Pour les terres : à la valeur marchande pour les terres agricoles – avant le projet ou le déplacement - d’une terre d’un potentiel productif semblable ou utilisée similairement dans le voisinage de la terre. concernée, plus le coût de mise en valeur de la terre à des niveaux équivalents à ceux de la terre concernée, plus les frais d’enregistrement et de cession.  | Recommandation : Application de la PO 4.12, indemnisations selon la valeur de remplacement |
|
| Déménagement  | La décision prononçant l’utilité publique fixe le délai de déguerpissement conformément à l’article 6 de la loi n° 77-001 du 22 février 1977 | Après le paiement et avant le début des travaux de génie civil.  | Différence importante. Recommandation : Appliquer la P0.4.12 ; prendre en compte les groupes vulnérables au sein des populations déplacées |
|
| Coût de réinstallation  | A charge du Gouvernement (acquisitions de terres, indemnisations des PAP)  | Payable par le gouvernement | Recommandation : Application de la PO 4.12. Suivre les arrangements des accords de financement.  |

La procédure de préparation des plans d’action de réinstallation définit trois étapes suivantes : (i) information des autorités et populations locales et sélection sociale des activités du projet ; (ii) approbation du PAR ; (iii) mise en œuvre du PAR ; (iv) consultation. Tandis que la perte de bâtiment est éligible, lorsque : Cas 1. Le propriétaire réside, reconnu comme propriétaire par le voisinage ; Cas 2. Le propriétaire non résidant, reconnu comme propriétaire par le voisinage ; Cas 3. Le locataire, reconnu comme locataire par le voisinage (hébergé gratuitement par le propriétaire ou le locataire).

Matrice d’éligibilité bâtie

| Impact | Éligibilité | Droit à la compensation ou réinstallation |
| --- | --- | --- |
| Perte de terrain titré ou perte de terrain coutumier reconnu  | Être le titulaire d’un titre foncier valide et enregistré ou un propriétaire coutumier reconnu  | * Compensation de la parcelle à la valeur intégrale de remplacement appliquée au taux du marché en vigueur
* Réinstallation sur une parcelle similaire si le titulaire du titre foncier est également résident sur place
* Mesures d’accompagnement additionnelles (aide à la relocation, apprêtement du terrain pour les cultures de la prochaine saison, ou tout autre investissement y afférent)
 |
| Perte de terrain cultivable et cultivé non titré | Être l’occupant reconnu d’une parcelle cultivable et cultivée (reconnu par les chefs coutumiers, notables et voisins) | * Pas de compensation monétaire pour la parcelle
* Les occupants reconnus de terres cultivables et cultivées sont éligibles à la réinstallation. Une option de réinstallation leur est offerte, comportant :
* Le remplacement des bâtiments si applicable (voir ci-dessous) calqués sur la valeur des taux du marché en vigueur ;
* Le remplacement des parcelles agricoles par des terres de potentielles valeurs agricoles équivalentes situées à une distance acceptable de la résidence de la personne concernée calquées sur la valeur des taux du marché en vigueur ;
* Les mises en valeur réalisées sur les terrains sont éligibles à une compensation à la valeur intégrale de remplacement, en prenant en compte les valeurs du marché pour les structures et matériaux, ou au remplacement sur un terrain de réinstallation ;
* Les mesures d’accompagnement telles que l’aide/l’assistance à la relocation, formation/renforcement des capacités dans l’optique d’améliorer les conditions de vie des PAP.
 |
| Perte de terrain non cultivé | - Communautés locales | - Compensation au niveau communautaire |
| Perte de cultures | Être reconnu comme ayant établi la culture (exploitants agricoles) | Cultures pérennes : compensation à la valeur intégrale de remplacement de la culture considérée (prenant en considération la valeur du plant, le travail nécessaire au ré-établissement de la culture, et la perte de revenu pendant la période nécessaire au ré-établissement à la valeur du marché en vigueur du produit considéré)Cultures annuelles : si la culture est détruite avant d’avoir pu être moissonnée, compensation à la valeur actuelle du marché du produit perdu. |
| Perte de bâtiment | Cas 1Propriétaire résident, reconnu comme propriétaire par le voisinage | Cas 1 Compensation du bâtiment à la valeur intégrale de remplacement (valeur courante du marché s’il est possible de se référer à des transactions pour ce type de bâtiment, plus indemnité de déménagement) avec possibilité de réinstallation. |
| Cas 2Propriétaire non résident, reconnu comme propriétaire par le voisinage | Cas 2 Compensation du bâtiment à la valeur intégrale de remplacement (valeur courante du marché s’il est possible de se référer à des transactions pour ce type de bâtiment) avec possibilité de réinstallation. Par ailleurs, la valeur de compensation devrait également inclure les coûts de transaction liés au remplacement. |
| Cas 3 Locataire, reconnu comme locataire par le voisinage (hébergé gratuitement par le propriétaire ou le locataire) | Cas 3- Compensation du coût du déplacement, comprenant (i) les frais encourus pour louer un logement similaire (trois mois de loyer de dépôt de garantie) et (ii) indemnité de déménagement. |
| Déménagement | Être résident et éligible à la réinstallation | Prise en charge du coût du déménagement, de préférence en nature (mise à disposition d’un véhicule pour transporter les effets personnels et autres) |
| Perte d’activité commerciale et/ou artisanale | Etre reconnu par le voisinage et les autorités comme l’exploitant de l’activité (cas des vendeurs à l’étal)  | Compensation de la perte de revenu encourue durant la période nécessaire pour rétablir l’activité sur un autre site, plus appui en vue de l’adaptation à ces nouveaux sites.Si la perte est définitive, la compensation est alors plus consistante (le revenu encouru peut être calculé pour un (1) mois), et des mesures d’accompagnement plus sereines proposées (aide à la recherche d’un autre site plus idoine). |
| Changement dans les conditions d’exercice de la profession | Vendeurs à l’étal implantés sur la voie publique ou du site | Appuis structurels (formation, crédit) durant une période suffisante pour que ces professionnels puissent s’adapter à leur nouvel environnement et compensation de la perte de revenu pendant la période nécessaire à leur adaptation. |
| Perte d’emploi | Personnes disposant d'un emploi permanent sur le site du projet | Compensation de six mois de salaire et appui à la réinsertion |
| Squatters | Personnes qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent. | Aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent et biens qu’elles perdent, et toute autre aide permettant d'atteindre les objectifs énoncés dans le présent CPR, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée ci-dessousDroit de récupérer les actifs et les matériaux. |
| Autres pertes | A identifier selon les cas | Faire une analyse rigoureuse et procéder à une compensation juste et acceptable aux parties prenantes |

Pour ce qui concerne la méthode d’évaluation des biens et impenses, elle est faite sur la base de la valeur acquise, qui correspond à la valeur actualisée et qui prend en compte la valeur intrinsèque du bien considéré, mais aussi la plus-value qui s'y est incorporée (correspondant au renchérissement général du coût des biens).

En conformité avec les dispositions de la PO 4.12, un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) à trois niveaux est prévu. La loi de la RDC sur l’expropriation pour cause d’utilité publique prévoit aussi le recours à la voie judiciaire pour des personnes s’estimant lésées. Les trois niveaux sont les suivants :

* Niveau 1 : médiation spécifique, basé sur un comité local de gestion des plaintes présidé par l’autorité locale compétente, et comportant des représentants des personnes affectées par chaque sous-projet et de la société civile de la contrée. le comité se réunit 7 jours qui suivent l’enregistrement de plainte ;
* Niveau 2 : c’est le niveau intermédiaire de gestion des plaintes présidé par le Coordonnateur provincial du projet. Le comité se réunit 7 jours qui suivent l’enregistrement de plainte ;
* Niveau 3 : recours, en cas d'échec des niveaux 1 et 2, aux cours et tribunaux. Toute personne affectée par le projet (directement ou indirectement) se réservera le droit de recourir aux cours et tribunaux au cas où elle ne serait pas satisfaite par la solution proposée aux niveaux 1 et 2. Mais l’arrangement à l’amiable est plus privilégié que le recours à la justice.

Pour mener à bien les PAR dans le cadre du PIP, un renforcement des capacités des acteurs clés doit intervenir avant la mise en œuvre même du Projet. Tous les intervenants, y compris ceux de FSRDC et l’UGP, recevront une formation de mise à niveau. Cette formation sera donnée par un consultant à recruter par le projet.

Consultations menées pendant la préparation du CPR.

Pendant la préparation du CPR, quinze (15) réunions de consultation du public ont été organisées dans les Territoires de Massi-Manimba, Gungu, Idiofa, Bagata, Bulungu, Kikwit, Bandundu-ville, Kenge, Kahemba, Feshi, Kasongo-Lunda, Popokabaka, Lisala, Bumba, Bongandanga du 23 au 31 mars 2018 lors de l’élaboration du présent CPR. Au cours de ces réunions d’échanges, les populations riveraines souhaite (i) bienvenue au projet PIP et attendent avec impatience le démarrage immédiat du projet; (ii) recenser et indemniser les biens qui seront affecté ; (iii) le recrutement de la main d’œuvre local ; (iv) la transparence dans le choix de ménages éligible au transfert monétaire et savoir celui-ci se fera etc

Budget estimatif de la mise en œuvre du CPR

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | Item | Unité | Coût Unité | Total | Source de finance |
| Quantité | US$ | US$ |
| 1 | Préparation PAR | PAR | 6 | 35 000 | 210 000 | Projet  |
| 2 | Renforcement des capacités de mise en œuvre  | Formation | 1 | 20 000 | 20 000 | Projet |
| 3 | Paiement des compensations (comités, suivi, réclamations) | Paiement | 6 | 20 000 | 120 000 | Gouvernement |
| 4 | Recrutement des ONG témoins pour la mise en œuvre du PAR | Recrutement | 3 | 25 000 | 75 000 | Projet |
| 5 | Campagne de communication et sensibilisation | Campagne | PM | 35 000 | 35 000 | Projet |
| 6 | Audit de clôture des PAR | Audit | 2 | 35 000 | 70 000 | Projet |
| 7 | Compensation des terres …. | Compensation | PM | 200 000 | 200 000 | Gouvernement |
| 8 | Surveillance et suivi de la mise en œuvre du PAR | Surveillance | 6 | 10 000 | 60 000 | Projet |
| 9 | Imprévus (10%) |   |   |   | 80 500 | Projet et Gouv |
| **Total** | **870 500** |   |

Toutefois, sur base de l’expérience vécue sur les projets similaires, ces coûts ne dépasseront pas le montant de 1 % du coût de base du Projet, soit 1 million de dollars américains.

***Pour de plus amples informations sur le CPR, voir le site web du Fonds Social de la RDC* : http://**[**www.fondsocial.cd**](http://www.fondsocial.cd)

**EXECUTIVE SUMMARY**

The Government of the Democratic Republic of the Congo (DRC) has just obtained from the International Development Association (IDA) A donation of US $200 million to finance the project of Productive Inclusion "PIP" whose management has been entrusted to Social Fund of the Democratic Republic of the Congo (FSRDC).

The objective of the development of the Productive Inclusion Project is to improve the access of poor households to productive social nets and to establish the basic elements of a system of social nets.

The PIP concerns four provinces including Kwango, Kwilu, Mongala, and Mai-ndombe North and South Ubangi. Two additional provinces will be added, but these are yet to be determined.

In addition, the rehabilitation work on rural slopes in HIMO will trigger seven operational policies for environmental and social safeguards are triggered: (i) OP 4.01 "environmental assessment"; (ii) OP 4.10 "Indigenous Populations"; (iii) OP 4.11 "Physical Cultural resources", (iv) OP 4.12 "involuntary resettlement", (v) OP 4.04 "Habitats naturels"; (vi) OP 4.36 "Forests" and (vii) .OP 4.09 "Pest Management".

Four (4) components envisaged to meet the project objectives are:

* Component 1: Institutional capacity and systems building ;
* Component 2: Community-based cash for work ;
* Component 3: Cash transfers ;
* Component 4: Livelihood and human development support.

Thus, the implementation of component 2 on planned CFW may have negative effects on the environment and may have a potential for expropriation. It should be pointed out already that the potential acquisition areas are not yet known.

The purpose of the Relocation policy Framework (CPR) is to establish the principles of involuntary relocation and compensation, organizational arrangements and design criteria to be applied to component 1 of the relative PIP To the work in HIMO, in accordance with the laws in force of the DRC and operational policy 4.12 concerning the involuntary resettlement of the World Bank.

The RPC refers to three categories of populations potentially affected by PIP sub-projects. It is (i) affected individual: the individuals who have suffered, as a result of the sub-project, the loss of property, land or property and/or access to natural or economic resources and to which compensation is due; (ii) Household affected: a household is considered to be affected if one or more of its members suffer damage caused by the activities of the program; (iii) Vulnerable households: vulnerable households are likely to become more vulnerable as a result of the resettlement process, with older women, the disabled, the elderly, children in difficult situations especially those without Fixed domicile.

In addition, this CPR takes into account the national legislative and regulatory requirements of the environmental sector governed by strategic planning documents and relevant texts, namely:-Constitution of the Republic Democratic Republic of the Congo as amended by Act No. 11/002 of 20 January 2011 revising certain articles of the Constitution of the DRC of 18 February 2006: In particular articles: 9, 34, 53, 54, 55, 59, 123, 202, 203 and 204;

* Law No. 14/011 of 17 June 2014 relating to the electricity sector;
* Act No. 73-021 of 20 July 1973 laying down general arrangements for property, land and real estate and security arrangements;
* Act No. 77/01 of 22 February 1977 on expropriation on grounds of public utility ; and
* Law 77-001 of 22/02/2002 which describes the procedures of expropriation.

The legal framework governing land and access to land to be applied during the implementation of the activities of this project will be of three types, including: (i) private land, (ii) land occupied or managed by the State, (ii) Public lands allocated to individuals.

In any case, the use of displacement of persons will be relatively small, as the project will have to avoid harm to third parties as much as possible, particularly with regard to travel, loss of habitat or other collective assets (houses, public buildings, small markets, etc.). However, if this is not feasible, the following impacts are likely:

* Land Impact: Permanent land acquisitions required for rural CFW and agricultural development and rehabilitation/construction of social Promotion Centres (CPS) in all provinces (administrative buildings, Shops, displays, fencing, small markets, etc.) where component 3 and 4 will be implemented. Some spaces, like small market rights-of-way, will be subject to limited temporary occupancy, particularly during construction/rehabilitation.
* Impact on crops: total or partial destruction of cultivation spaces (fields) and fruit trees as well as other green areas.
* Income Impact: temporary cessation of the activities of some vendors and sellers at the sly who often occupy roads and free public spaces in the five potential provinces.

This CPR takes into account the eligibility criteria for compensation defined as follows: (a) holders of a formal and legal right to land, whose customary rights are recognized by the laws of the country; (b) Holders who do not have a formal right to land at the time the census begins, but who have titles or other documents recognized or likely to be so by the laws of the country (c) irregular occupants who do not have rights or securities Formal. It should be clarified that persons entering the category (c) will not be entitled to compensation for loss of land ; They will, however, receive aid for resettlement in compensation for the activity carried out on the site in lieu of compensation for the land they occupy. The beneficiary of a relocation programme will be any person adversely affected by the project (PAP) who will therefore be entitled to compensation, with particular attention to the women, the poor and the most Vulnerable; But also to the host population in the event of physical displacement of people in another community. The eligibility deadline will correspond to the actual start of the census operations. The project will ensure that fair and equitable compensation is provided for all losses incurred, in reference to the prevailing market rate. It is suggested that preference should always be given to payment in kind.

The RPC developed a summary table comprising: (i) requirement of OP 4.12; (ii) relevant national provision (Ref. Legal text and articles); (iii) Observation (supplement to the national provision in order to meet the requirement of OP 4.12).

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Theme | National legal framework | Legal framework for PO/PB 4.12 | **Conclusions** |
| Persons eligible for compensation | The persons eligible for compensation are the owners of a building; Real estate and land rights holders; The holders of the debt rights relating to the acquisition or enjoyment of a building; The rights holders of local communities on Crown Lands (article 1 Law No. 77-001 of 22 February 1977) | OP. 4.12 does not distinguish between persons who are required to receive compensation. They are both those who hold formal rights and those who do not. However, squatters are not entitled to compensation for the loss of land, but only to relocation assistance. | The PO 4.12 and the legislation of the DRC meet with regard to persons who may be displaced. It should simply be clarified that the law of the DRC is more restrictive insofar as it focuses in particular on the rights holders recognized by the law, while the PO. 4.12 does not make that distinction. Holders of customary law are considered to be holders of formal law. Recommendation: Apply PO. 4.12; No distinction between persons who hold formal rights of those who do not. |
|
|
| Land Compensation | Compensate with an equivalent parcel | Preferably replace the land taken and regularize the occupation when the means of subsistence are linked to the land; Otherwise, payment of land taken at market price | In agreement on the principle, but different on the market price. Recommendation: Apply OP. 4.12; Replace the land taken and regularize the occupation; Otherwise, payment of land taken at market price. |
| Compensation – structures/ infrastructures | Pay the value according to the official cost | Replace or pay the value at the current market price (replacement cost to nine, without depreciation) | Difference Recommendation: Apply OP. 4.12; Replace or pay the value at the current market price. |
|
| Irregular occupants  | The expropriation law does not provide for any compensation or assistance in the event of the withdrawal of land from the public domain of the state or the irregular occupation of private concessions.  | PO 4.12, para. 16: Persons covered by paragraph 15 (c)) shall receive relocation assistance in lieu of compensation for the lands they occupy, and any other assistance, as necessary, for the purpose of achieving the objectives set out in this Policy, provided that they occupied the land in the project area before a fixed deadline. OP. 4.12 (6). b) i): If a physical relocation is necessary, the displaced persons must receive assistance such as travel allowances during the relocation. | There is a discrepancy between the World Bank policy and Congolese legislation. In fact, no aid or compensation is foreseen in the case of withdrawal of land from the public domain of the state or irregular occupancy of private crown lands occupied by individuals in the DRC, whereas the procedures of PO 4.12 require such compensation. But in practice, assistance is given to people to ensure social peace, especially in projects financed by some donors: Apply the World Bank OP. 4.12. Recommendation: Apply the standards in OP. 4.12; Non-formal occupants or irregular occupants shall receive resettlement assistance in lieu of compensation for the land they occupy and any other assistance, as necessary.  |
| Assessment-Land | Replace based on scales according to the locality | Replacement cost for land lost to the project | Important difference but in agreement on practice. Recommendation: Apply OP. 4.12; The cost of the cash compensation for any land lost to the project should be based on the replacement costs. |
|
| Évaluation – structures  | Remplacer à base de barème selon matériaux de construction  | Remplacer à base des coûts de replacement à neuf, sans dépréciation | Important difference but in agreement on practice. Recommendation: Apply OP. 4.12; The cost of the cash compensation for any land lost to the project should be based on the replacement costs. |
| Vulnerables groups | Congolese legislation has not provided for special provisions for vulnerable groups. However, articles 12 and 13 of the Constitution prohibit any form of discrimination. | OP. 4.12, para. 8In order to ensure full compliance with the objectives of the resettlement policy, special attention should be paid to vulnerable groups within the displaced population, including those living below the poverty line, workers Without land, women and children, indigenous peoples, minorities and all other displaced persons who are not subject to special protection in national legislation  | Important difference. Recommendation: Apply OP.4.12; Taking into account vulnerable groups in displaced populations |
|
| Dispute resolution | Negotiation through State structures to agree on the amount of compensation. If not, the judicial phase is implemented.  | Annex A OP. 4.12. By. 7 (b); Annex A OP. 4.12 para. 16 c) Annex A para. 17: To provide for judicial procedures with reasonable time, affordable and accessible costs by promoting alternative mechanisms such as conciliation, mediation or the use of certain customary authorities  | Two different modalities in terms of principles but in reality the mechanisms of conflict resolution join those of the World Bank. Recommendation: Apply OP. 4.12; Ensure that the dispute resolution mechanism is put in place.  |
| Compensation Alternatives  | The Congolese legislation does not provide, apart from compensation and/or the allocation of new land, for the granting of employment or work as alternatives to compensation.  | OP4.12, § 11: If displaced persons choose an option other than land allotment, or if there is insufficient land available at a reasonable cost, there will be a need to propose non-land options based on employment prospects or Self-employment that will be added to cash compensation for land and other lost means of production. | The PO. 4.12, in terms of alternative compensation, particularly that based on prospects for employment or independent work, is not taken into account by Congolese legislation. As a general rule, only cash compensation or compensation in kind is provided. Recommendation: Apply PO. 4.12 |
| Principles of compensation | and prior art (article 34 Constitution); Fair and equitable Compensatory indemnity (article 26 of the investment Code); | Beforehand. For land: The market value for farmland – prior to the project or displacement – of a land of similar productive potential or similarly used in the vicinity of the land. The cost of land development at levels equivalent to those of the land concerned, plus registration and disposal costs. | Recommendation: Application of PO 4.12, compensations by replacement value |
|
| Déménagement  | The decision pronouncing the public utility lays down the period of evicting in accordance with Article 6 of Act No. 77-001 of 22 February 1977 | After the payment and before the start of the civil engineering works. | Important difference. Recommendation: Apply P 0.4.12; Taking into account vulnerable groups in displaced populations |
|
| Cost of relocation | A government charge (land acquisitions, PAP compensation) | Payable by the Government | Recommendation: Application of PO 4.12. Follow the arrangements of the funding agreements. |

The procedure for preparing resettlement action plans defines three following steps: (i) information of local authorities and populations and social selection of project activities; (ii) approval of PAR; (iii) Implementation of PAR; (iv) consultation. While the loss of building is eligible, when: Case 1. The owner resides, recognized as owner by the neighbourhood; Case 2. The non-resident owner, recognized as owner by the neighbourhood ; Case 3. The tenant, recognized as a tenant by the neighbourhood (hosted free of charge by the owner or the tenant).

Built-in Eligibility matrix

| Impact | Eligibility | Right to compensation or relocation |
| --- | --- | --- |
| Loss of land titled or Loss of recognized customary land  | Be the holder of a valid and registered land title or a recognized customary owner  | * Compensation of the parcel to the full replacement value applied at the current market rate
* Relocation on a similar parcel if the land title holder is also resident on-site
* Additional accompanying measures (Support for relocation, field readiness for crops in the next season, or any other related investment)
 |
| Untitled crop and cultivated land loss | Be the recognized occupant of a cultivated and cultivated parcel (recognized by customary, notable and neighbouring chiefs) | * No monetary compensation for the parcel
* The recognized occupants of cultivated and cultivated land are eligible for resettlement. A relocation option is available to them, including:

o The replacement of the buildings if applicable (see below) modelled on the value of the current market rates;o The replacement of agricultural parcels by land of potential equivalent agricultural values located at an acceptable distance from the person's residence, modelled on the current market rate value;o The valuations carried out on the land are eligible for compensation to the full replacement value, taking into account the market values for the structures and materials, or the replacement on a relocation site;O accompanying measures such as assistance/assistance for relocation, training/capacity-building with a view to improving the living conditions of the PAP. |
| Loss of uncultivated land | -Local communities | - Community level Compensation |
| Crop loss | be recognized as having established the crop (farmers) | Perennial crops: compensation for the full replacement value of the crop considered (taking into consideration the value of the plant, the work required to re-establish the crop, and the loss of income during the period necessary for Re-establishment at the current market value of the product under consideration)Annual crops: If the crop is destroyed before it can be harvested, compensation to the current market value of the lost product. |
| Loss of building | Case 1Resident owner, recognized as owner by the neighbourhood | Cas 1 Compensation of the building to the full replacement value (current market value if it is possible to refer to transactions for this type of building, plus removal allowance) with possibility of relocation. |
| Cas 2Non-resident owner, recognized as owner by the neighbourhood | Cas 2 Compensation of the building to the full replacement value (current market value if it is possible to refer to transactions for this type of building) with possibility of relocation. In addition, the compensation value should also include the transaction costs associated with the replacement. |
| Cas 3 Tenant, recognized as a tenant by the neighbourhood (hosted free of charge by the owner or the tenant) | Cas 3- Compensation for the cost of travel, including (i) the costs incurred in renting a similar dwelling (three months ' security deposit rent) and (ii) moving allowance. |
| Moving | Be resident and eligible for relocation | Assumption of the cost of the move, preferably in kind (making a vehicle available to carry personal and other effects) |
| Loss of commercial and/or artisanal activity | To be recognized by the neighbourhood and the authorities as the operator of the activity (sellers ' case at the stall)  | Compensation for the loss of income incurred during the period necessary to restore the activity to another site, more support for adaptation to these new sites.If the loss is definitive, then the compensation is more consistent (the income incurred can be calculated for one (1) month), and more serene accompanying measures proposed (help in the search for another more appropriate site). |
| Change in the conditions of practice of the profession | Sellers at the stall located on the public road or the site | Structural support (training, credit) for a sufficient period of time so that these professionals can adapt to their new environment and compensate for the loss of income during the period necessary for their adaptation. |
| Job loss | People with permanent employment on the project site | Compensation for six months ' salary and support for reintegration |
| Squatters | Persons who do not have formal rights or titles that may be recognized on the land they occupy. | Relocation assistance in lieu of compensation for the lands they occupy and property they lose, and any other assistance to achieve the objectives set out in this RPF, provided they have occupied the land in the area Of the project before a deadline set belowRight to recover assets and materials. |
| Other losses | To be identified according to the cases | Rigorous analysis and fair and acceptable compensation to stakeholders |

As regards the method of valuation of goods and expenses, it is made on the basis of the acquired value, which corresponds to the present value and which takes into account the intrinsic value of the property concerned, but also the added value which has been incorporated therein ( corresponding to the general price increase of the goods).

In accordance with the provisions of PO 4.12, a three-tiered complaint management mechanism (MGP) is planned. The DRC's Law on expropriation for public purposes also provides for the use of judicial means for persons who feel aggrieved. The three levels are as follows:

* Level 1: Specific mediation, based on a local complaints management committee chaired by the local competent authority, with representatives of the persons affected by each sub-project and the civil society of the region. The Committee meets 7 days after the registration of a complaint;
* Level 2: This is the intermediate level of complaint management chaired by the Provincial project coordinator. The Committee meets 7 days after the registration of a complaint;
* Level 3: Remedies, in case of failure of levels 1 and 2, in courts and tribunals. Any person affected by the project (directly or indirectly) will reserve the right to use the courts and tribunals in the event that it is not satisfied by the proposed solution at levels 1 and 2. But the amicable arrangement is more privileged than the use of justice.

In order to carry out the PAR in the context of the PIP, a strengthening of the capacities of the key players must intervene before the implementation of the project itself. All stakeholders, including FSRDC and PMU, will receive an upgrade training. This training will be given by a consultant to be recruited by the project.

Consultations conducted during the preparation of the RPF.

During the preparation of the RPF, fifteen (15) public consultation meetings were held in the territories of Massi-Manimba, Gungu, Idiofa, Gatan, Bulungu, Kikwit, Bandundu-Ville, Kenge, Kahemba, Feshi, Kam-Lunda, Popokabaka, Lisala, Bumba, Bongandanga March 23 to 31, 2018 in the development of this RPF. During these exchange meetings, the riparian populations wish (i) Welcome to the PIP project and are eagerly awaiting the immediate start-up of the project; (ii) Identify and indemnify the property that will be affected; (iii) recruitment of local labour; (iv) Transparency in the choice of households eligible for the money transfer and know it will be made, etc.

Estimated Budget for the implementation of the RPF

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | Item | Unit | Unit Cost | Total | Source of Finance |
| Amount | US$ | US$ |
| 1 | Préparation PAR | PAR | 6 | 35 000 | 210 000 | Projet  |
| 2 | Building capacity for implementation  | Formation | 1 | 20 000 | 20 000 | Projet |
| 3 | Payment of compensation (committees, follow-up, claims) | Payment | 6 | 20 000 | 120 000 | Government |
| 4 | Recruitment of control NGOs for the implementation of PAR | Recruitment | 3 | 25 000 | 75 000 | Projet |
| 5 | Communication and awareness campaign | Campaign | PM | 35 000 | 35 000 | Projet |
| 6 | Audit of the closing of PAR | Audit | 2 | 35 000 | 70 000 | Projet |
| 7 | Land Compensation | Compensation | PM | 200 000 | 200 000 | Gouvernement |
| 8 | Monitoring and monitoring of the implementation of PAR | Monitoring | 6 | 10 000 | 60 000 | Projet |
| 9 | Unforeseen (10%) |   |   |   | 80 500 | Projet et Gouv |
| **Total** | **870 500** |   |

However, based on the experience of similar projects, these costs will not exceed 1% of the project's core cost, or US $1 million.

**RESUME EXECUTIF EN LINGALA**

Mbula matari ya ekolo République Démocratique du Congo (RDC) euti kozwa mutango mwa misolo mia lisali mwa milioni 100 ya dollars ya america (200 millions de dollars US) kouta na lisanga lia molongo lia bokendisi ba mboka liboso liye libengami IDA mpo na mabongisi ma misala mia « PIP » (Projet d'Inclusion Productive) miye miko salema na bokambi bwa Fonds Social de la République Démocratique du Congo (FSRDC).

Ntina enene ya bosalisi mabongisi maye nde ekabwani na biteni misatu (3) biye bizali kolanda : (i) kobongisa lolenge ya bozwi na nzela ya misala ya mabota ma babola, (ii) kokolisa bozwi bwa mabato ya babola; (iii) kotia na molongo bisalisi binene bia lolenge ya kokengela mambi ma efandeli ya mabota ya babola.

Mabongisi ma misala maye ma PIP matali bingumba binene bitano bia ekolo RDC biye bizali bia Kwango, Kwilu, Mongala, Maï-ndombe, Nord Ubangi na Sud-Ubangi.

Na yango, misala mia bobongisi ba nzela ya zamba na ba mboka na bosaleli HIMO mikosenga ete bakoka kolandela na bolamu penza politiki ya Ndaku ya Mimbongo ya Mokili mobimba mpo na bokengeli biloko biye bizingi mokili na mpe efandeli ya batu eye ezali kolanda : (i) OP 4.01Botaleli malamu biloko biye bizingi mokili « Evaluation Environnementale »; (ii) OP 4.10 Botaleli mambi ma efandeli ya Ba Twa to ba Pygmées « Populations Autochtones » ; (iii) 4.11 Bosali nkita ya bonkoko malamu « Ressources culturelles physiques » et (iv) OP 4.12 Bolongoli batu to biloko bia bango na bisika bia misala « Réinstallation Involontaire » ; (v) OP 17.50 botaleli mambi ma bopanzi ba nsango « Diffusion de l’information »..

Ntina eye ya bosalisi misala miye nde ekokokisa ne nzela ya biteni bineyi (4) biye bizali kolanda :

* Eteni ya 1 : Bokendisi Liboso ba ndako ya misala
* Eteni ya 2 : Misala ya kosalela batu ebele mbala moko (CFW) ;
* Eteni ya 3 : Botambwisi misolo to mbongo ;
* Eteni ya 4 : Mikanu ya kolandela misala mpe kotalela miango malamu; na

Na yango, bosaleli eteni ya yambo (1) ya misala na nzela ya THIMO ekotika bilembo bia mabe likolo ya biloko biye bizingi mokili na mpe efandeli ya batu na mpe ekoki kosala ete bakoka kolangola batu na biloko na bango bisika misala ekosalema. Esengeli koyeba ete bisika biye bikozwama mpo na misala biyebani nanu malamu penza te.

Malongi maye ma CPR mazali na ntina ya kulakisa mpe kopesa lolenge kani makambu manso makosalema soki ekosenga bolongoli batu na mpe biloko bia bango na bisika misala ekosalema, na mpe makambo maye makosalisa mpo na eteni eye ya yambo (1) ya misala ya PIP kalandana na lolenge ya kosalela misala na nzela ya HIMO, elongo na masengi ma mibeko ya mboka RDC na mpe ba politiki ya Banque Mondiale ya OP 4.12.

Malongi maye ma CPR mazali kopesa masanga misatu ya mutindu ya batu baye misala mia PIP mikosimba. Msanga maye mazali : (i) moto oyo akosimbama na misala : ezali moto oyo akobungisa eloko moko ya ye mpo na misala miye mikosalema to mabele ma ye, to bisika bia mombongo mwa ye, biye bisengeli kofutama ; (ii) Libota liye likosimbama : libota likolobama ete lisambami na misala soki moto moka nakati ya libota akobungisa to biloko biaye bikobebisama na misala eye ekosalema ; (iii) Mabota maye mazali na nkokoso : ekozala mabota maye makoki komono mpasi mingi mpo biloko bia bango bikobebisama na misala lokola mabota ya bak oka, ya ba mibange, ya bana mike baye bazali na makkoki penza te, mingi mingi ya ba oyo bazangaka na biska ya kolala.

Mpo na kobakisa, buku eye ya CPR ezali kolandela malamu mpe na bokebi bonso mibeko mia mboka miye mizali kopesa lolenga kani ya kosalela mambi ma biloko biye bizingi mokili na mpe efandeli ya batu miye mipesami na mikanda mia Mbulamatari ya ekolo mia lolenge la kobongisa mpe kosalisa misala lokola :

* Buku ene ya ekolo (Constitution de la République Démocratique du Congo telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 : particulièrement ses articles : 9, 34, 53, 54, 55, 59, 123, 202, 203 et 204) ;
* Mobeko moye moko talela mambi ma bobateli mpe bosaleli biloko biye bizingi mokili ne mpe efandeli ya batu (La Loi n° 11/009 du 9 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l’Environnemen)
* Mobeko moye moko talela mambi ma lotiliki (La Loi n°14/011 du 17 juin 2014 relative au secteur de l’électricité) ;
* Mobeko moye mozali kotalela mambi ma biloko bia batu na bozwi mabele mpo na botongi (La Loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés) ;
* Mobeko moye mozali kotalela mambi ma bofuti biloko bia batu mpo na ntina ya misala mia Mbulamatari (La Loi n°77/01 du 22 février 1977 sur l’expropriation pour cause d’utilité publique) ;
* Mobeko moye mozali kolandela mambi ma lolenga la kosalela mpo na kofuta biloko bia batu biye bikobebisama na misala (La Loi 77-001 du 22/02/2002 qui décrit les procédures d’expropriation).

Kadele eye ya mibeko eye ekotalela mambi ma bozwi mabal ne mpa ma botongi eye ekolandelama mpo na mabongisi maye ma misala ekozala ya lolenge misatu, lokola : *(i)* mabele maye mazali ma batu, *(ii)* mabele maye mazali ma l’Etat to Mbulamatari, *(ii)* na mabele maye ma Mbulamatari kasi ma pesamaki na batu mpo na kosalela mango.

Na mitindu inso, makasi ekosalema mpo ete bolongoli bwa batu bozala penza bwa mutuya te, to bwa mutuya moke, mpo esengeli ete misala miye mikoka kosala makasi mpo na kotungisa batu na biloko bia bango te, mingi mingi na maye matali bobungisi efandeli na bango to ndaku na bango to biloko biyike bisusu bia lisanga lokola (ba ndaku, bilo bia l’Etat, ba wenze ya mike, ba kelasi, ba ndaku ya Nkisi, etc.) na mpe bilembo biye bizali kolanda bikoki kotikala lokola :

* Bilembo mpo na mabele : bozwi mabale maye masengeli mpo na kosala misala na nzela ya THIMO mpo na bobongisi ba nzela ya zamba na bamboka na botongi bisika bia ba ndaku ya ba Centres de Promotion Sociale (CPS) na kati ya bingumba biye bisatu (Ba ndaku ya l’Etat, ba boutiques, ba étalages, ba clôtures, na mpe ba wenze ya mike (petits marchés), etc.). Bisika bisusu bia mabele, kolongola bisika bia ba wenze ya mike na mpe bia ba ndaku ya l’Etat bikozwama mpo na ntangu mukuse ya misala, na ntango eye misala mikosalema mpo na bobongisi ba nzela ya zamba na ba mboka.
* Bilembo mpo na milona : bobungisi bisika bia milona to ndambu ya bisika bia milona (bilanga) na mpe ba nzete ya ba mbuma na mpe ba nzete mosusu.
* Bilembo mpo na bozwi : botelemisi bwa ntango bwa misala mia bozwi bwa batu lokola baye batekaka biloko pembeni ya bisika bia misala to pembeni ya ba nzela na bisika biye bakomono ete bizali mpe polele lokola na kati ya bingumba biye bitanu.

Malongi maye ma CPR nde malakisi mitindu inso ya kosalela makambu mpo na maye mataleli baye bakoponoma mpo bofuti biloko biabango miye mizali kolanda : (a) bakolo mabele baye bazali na mikanda ya Mbulamatali kulandana na mibeko ya mboka na mpe makambo ya bunkoko ; (b) bakolo mabele baye bazali na mikanda ya malonga te ya Mbulamatali ; (c) batu baye baye kofanda na mabele kasi bazali na ndingisa ata moko te ya Mbulamatali mpo na mabele yango. Kasi moto nyonso oyo akozwama mpo bafuta biloko bia ye akofutama lolenge elongobani na botosi bonso ya bomoto bwa ye mpe na bosembo bonso. Mokolo moko mwa suka nde mokamatani mwa kosilisa kokomisa ba nkombo ya batu baye bakofutama mpo na biloko bia bango biye bikobebisama na misala mikosalema. Ekozala mpe malamu penza ke batu banso bafutama kaka na biloko bia bango biye bikobebisama.

Malongi maye ma CPR nde mapesi lokasa loye lokolakisa : (i) Bosenga bwa OP 4.12 ; (ii) Mibeko ya mboka ya motuya ; (iii) matalisi mpo na kosalisa mibeko ya mboka mpo na kopesa eyano na OP 4.12.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Molongo** | **Mambi ma mibeko mia mboka** | **Mambi ma mukanu mwa**  **PO/PB 4.12** | **Masukisi** |
| Batu baye basengeli koponama mpo na kozwa lifuta lia biloko bia bango | Batu baye bakoponama mpo na lifuta bazali baye bazali bakolo ba ndako, baye bazali na mikanda mia Mbulamatali mpo na mabele, baye bazali na mikanda mosusu eye ezali kolakisa ete bang onde bakolo biloko, baye mpe bazali bakolo ya mabele to biloko na ndenge ya bonkoko (article premier loi n° 77-001 du 22 février 1977) | Mukanu mwa OP.4.12 mozali kokesanisa batu te mpo na maye matali bofuti biloko bia batu. Ezali kotalela mpe baye bazali na ndingisa na mpe baye bazali na ndingisa te ya kozala bisika biye bikofutama. Kasi, ba oyo bayaki na nko kufanda na bisika bisengeli te bazali na lotomo ya kofutama te mpo na kobungisa mabele, nde bapesami kaka musolo mpo na bolongoli biloko bia bango mpe bokeyi bisika bisusu. | Mukanu mwa PO 4.12 na mpe mibeko mia mboka RDC mikutani mpo na maye matali batu baye bakolongolama. Esengeli komonisa ete mibeko mia RDC mizali kotalela penza na bokebi kaka makambu ma batu baye bazali na mikanda miye miyebani na Mbulamatali, kasi mukanu mwa OP.4.12 mozali kozwa batu bantu lokola. Baye bazali na ba ndingisa na nzela ya bonkoko bazali kozwama lokola baye bazili na ndingisa ya Mbulamatali. Bosenga : kosalela mukanu mwa PO.4.12 ; bokesanisi batu bozali te kolandana na ndingisa bazali nayango.  |
|
|
| Lifuta mpo ya mabele  | Kofuta na mabele mosusu eye ekokisami na oyo ya liboso.  | Malamu kozongisa mabele mpo na mabele masusu maye makozwama, kasi soki mpe nzela ezali, kofuta mabele na ntalu eye elongobani lokola ezali na wenze | Ezali lolenge yoko kasi bokeseni mpo na maye matali ntalu ya wenze ya mokolo mwa lelo.Bosenga : kosalela mukanu mwa OP.4.12 ; kozongisa mabele maye makozwama mpe kobongisa bosaleli yango; pamba te, kofuta mango na ntalu ya wenze ya lelo. |
| Lifuta mpo na biye bitongamaki | Kofuta na ntalu eye eyebani na bakonzi ya Mbulamatali  | Kozongisa to kofuta na ntalu ya wenze lelo (ntalu ya eloko ya sika)  | BokeseniBosenga : kosalela mukanu mwa PO.4.12 ; kozongisa to kofuta na ntalu ya wenze ya mokolo mwa lelo. |
|
| Batu baye bafandi na mabele na nzela elongobani te | Mubeko mwa bokamati mabele ma batu mozali kolobela kofuta mango te soki mazwami mpo na misala soki ezali mabele ma Mbulamatali to maye batu bazwaki na nzela eye elongobani te.  | PO 4.12, par. 16: Batu baye batangami na mokapo mwa 15 c) bakozwa lisali mpo na bolongoli biloko kasi lifuta lia mabele mana te. OP.4.12 paragraphe 6. b) i) et c) : Soki bolongoli batu bosengeli kosalama, batu baye bakolongolama basengeli kofutama mpo na yango mpe kozwa lisalisi mpo na yango.  | Bokeseni bozali kati ya politki na mpe mikanu ya Banque Mondiale na miibeko ya mboka RDC. Na yango, lifuta ata lioko te lisengeli kosalema soki mabele maye makozwama mazali ma Mbulamatali ata mpo na baye bafandi na mabele kasi bazali nandingisa ya kofanda na yango te na mibeko ya RDC, kasi nakati ya mabongisi ya mukanu mwa PO 4.12 mazali kosenge kofuta batu banso baye bakobungisa biloko to bakolongolama mpe na lisalisi mpo na koluka kimia na efandeli ya batu mingimingi na mabongisi ya misala eye ekosalema na mbongo kouta na Banque Mondiale, kosalela mukanu mwa PO. 4.12. Bosenga : kosalela mukanu mwa PO.4.12 ; batu banso elongo na bokesanisi bango te, ba oyo bazali na ndingisa na mpe ba oyo bazali na ndingisa ya kofanda na mabele mango te, bazwa mpe lisalisi bango banso.  |
| Botaleli mabele  | Kozongisa na ntalu eye ya bisika biloko bizali kokutana  | Ntalu ya kofuta mpo na mabele maye makobungisama mpo na misala  | Bokeseni boyike kasi bokokani na esaleli. Bosenga: kosalela mukanu mwa PO.4.12 ; ntalu ya bofuti na misolo esengeli ekokana na ntalu ya bosombi mabale esika mosusu. |
|
| Botaleli biloko biye bitongama  | Kozongisa biloko na ntalu ya biye basalelaki na yango misala ya kotonga  | Kozongisa na ntalu ya biloko ya sika mpe kokitisa ntalu te | Bokeseni boyike kasi bokokani na esaleli.Bosenga : kosalela mukanu mwa P0.4.12 ;  |
| Masanga ma batu baye bazanga makoki (batu ya mpasi penza) | Mibeko mia Mbulamatali ya RDC milobeli mambi ma botaleli batu baye bazali ya mpasi makasi. Kasi, milongo 12 et 13 ya Constitution mizali kopekisa bokesanisi bwa batu. | OP. 4.12, par. 8 :Mpo ete mambi ma bolongoli batu na biloko bia bango matosama, esengeli kotalela malamu mambi ma batu baye bazali ya mpasi makasi na kati ya baye bakolongwama, lokola babola, bazangi mabele, basi na bana, ba Twa, na basusu lokola, baye mibeko ya mboka ezali kotalela te.  | Bokeseni boyike. Bosenga : kosalela mukanu mwa P0.4.12 ; kotalela na bokebi masanga ma batu ya mpasi penza na kati ya batu baye bakolongwama |
|
| Bokati makambu mpo na boyokani  | Boyokani na nzela ya mbulamatali mpo na mutango ya musolo ya kofuta. Soki boyokani bozali te, bakolanda nzela ya tribunal to ya bosambisi.  | Annexe A OP.4.12. par. 7 b) ; Annexe A OP.4.12 par. 16 c) Annexe A par. 17: kolengela lolenge ya kosambisa na ntango eye elongobani, mpe ya ntalo eye mutu nyonso akokoka, mpe kotalela lolenge ya bonkoko ya kokata to kosambisa makambo.  | Lolenge mibale ya kosalela kasi nabosaleli makambo ya bosambisi mpe bolandeli nkokoso ezali lolenge yoko na eye ya Banque Mondiale. Bosenga : kosalela mukanu mwa PO.4.12 ; kotala malamu soki mabongisi ma bokati makambu mazali mayike mpe mazali solo. |
| Lolenge mosusu ya kofuta biloko  | Mibeko ya mboka RDC ezali kondima kopesa musala lokola llifuta lia biloko bia batu te. Biloko bikofutama na ntalu na biango.  | PO 4.12, § 11: soki batu baye bakolongolama baponi ete bafuta bango biloko mosusu na esika ya mabele ma bango, to soki mabele ya kozongisa ekokoka lisusu te, bakoki kopesa bango lifuta lisusu ata na ndenge ya kopesa bango misala eye ekopesa bango mwa mbongo.  | Mukanu mwa PO.4.12, mpo na maye matali lolenge ya kofuta biloko bia batu mingi mingi na maye matali kopesa mpe bango misala mozali ndenge moko na mibeko mia mboka RDC te.Kaka lifuta na nzela ya mosolo to lia bopesi eloko mosusu lokola nde liye lilongobani. Bosenga :Kosalela mukanu mwa PO.4.12 |
| Muangu mwa bofuti biloko bia batu | Lifuti liye lisengeli ne mpe likoselema yambo ya misala mibanda (article 34 Constitution) ; Lifuti liye likokokana na ntalu ya biloko biye bikofutama (article 26 Code des investissements) ; | Yambo ya misala. Mpo na mabele : kolanda ntalu eye ezali ya lelo mpo na mabele ma bilanga – yambo ya kosalela mabele maye to kolongola mukolo mabele maye- kotala soki bakoki kozwelaye bisike bia lolenge yoko na biye bia ye, na mpe kobakisa ntalu ya lisungi mpo na kobongisa bisika biango bia sika na mpe ya bosalisi mikanda miye misengeli.  | Bosenga : kosalela mukanu mwa PO 4.12, lifuta kolandana na motuya ya biloko biye bikofutama. |
|
| Bolongoli batu na bisika bazalaki  | Mukanu moye mozali koloba ete misala mizali mia motuya ya batu mozali kopesa mpe ntango ya bolongoli biloko to bolongwi kolandana na molongo mwa 6 mwa mobeko ya loi n° 77-001 du 22 février 1977 | Sima ya bofutami na mpe yambo ya misala mibanda.  | Bokeseni boyike. Bosenga : kosalela mukanu mwa P0.4.12 ; kotalela na bokebi penza batu ya mpasi mingi na kati ya baye bakolongolama |
|
| Ntalu ya bolongoli batu mpe botii bango bisika mosusu  | Ekofutama na Mbulamatali ya Mboka (bopesi mabele, bofuti ba PAP)  | Ekosalema na Mbulamatali | Bosengi : Bosaleli mukanu mwa PO 4.12. Kolanda boyokani mpo na kozwa mbongo ya misala.  |

Lolenge ya kobongisa PAR ekolanda biteni bisatu biye bizali kolanda biye bizali : (i) kopesa ba nsangu na bakpnzi to bakambi ya bisika misala mikosalema ; (ii) bondimami ya PAR ; (iii) bosaleli PAR ; (iv) masolo na batu baye misala mikosimba. Na mpe, bobungisi ndako bokondimama soki ; (1) Mokolo ndaku afandaka wana mpe endimami na ba ndeko ya pembeni ete ye nde mukolo ndako wana ; (2) mukolo ndako afandaka wana te kasi ba ndeko ya pembeni bayebi ete ye nde mukolo ndaku ; (3) mufuteli ya ndako oyo ba ndeko ya nzinga nzinga bayebi ete afutelaka ndaku wana.

Lokasa la boponami mpo na kofutama ya biloko biye batonga

| **Elembo** | **Mpo na koponama** | **Ndingisa mpo na kofutama**  |
| --- | --- | --- |
| Kobungisa mabele eye ezali na mikanda milongobani to na boyebani na nzela ya bonkoko  | Kozala na mikanda miye mizali kolakisa ete mutu azali mukolo mabele maye to kozala na ndingisa ya bonkoko  | * Kofuta mabele mana na ntalu eye elongobani ya sika
* Kotiama na mabele masusu ma sika maye makokani na maye mabungisamaki
* Miangu mia lisalisi mia bobakisami (lisalisi mpo na bolongwi, mabongisi ma bisika ya mabele mpo na milona ya ntangu ekoya, to mpo na ntina esusu)
 |
| Kobungisa mabele ma bilanga to maye malengelami mpo na bilanga kasi mazali na mikanda te | Koyebana mpe kozala mukolo bisika biye bia bilanga | * Lifuta lia mbongo mpo na mabele likozala te
* Baye bayebani kozala bakolo bisika biye bia bilanga bakoponama mpo na kofutama. Lisalisi mpo na bolongoli biloko bia bango likopesamela bango, liye likozala lia :
* Kozongisa ba ndaku na bango soki esengeli kolandana na mikanu ya lisalisi ;
* Kofuta mpo na bilanga na nzela ya kopesa bisika bisusu mpo na bilanga ;
* Biloko biye bizali na bisika biye bikofutama na ntalu na biango na ba wenze;
* Miangu mia lisalisi lokola mpo na bokeyi bisika bisusu, bokolisi mayele ma batu mpe bobongisi efandeli ya batu to ba PA mikosalisa.
 |
| Kubungisa mabele maye mazali na milona te | - Masanga ma bayi mboka | - Kofuta na lisanga lia bayi mboka |
| Kubungisa milona | Koyebana kozala mukolo bilanga mpe milona miye mizali na bisika biye | Milona mia ntangu molayi : kofuta kolandana na ntalu ya koteka milona miye na ntangu epesaka mbuma mpe kolanda ntalu ya molona na molona ya motuyaMilona ya mobu : kofuta kolandana na ntangu eye milona ezaleli na kati ya bilanga eye ekobunga. |
| Kobungisa banndaku to biloko bitongama | Ndakisa ya 1Mokolo mabele oyo ayebani mpo na yango na mikanda miyike | Ndakisa ya 1 Kofuta ndaku na ntalu eye elongobani ya ndaku ya sika lokola kolandana na ntalu ya lelo na mokili ya bipayi bazali kofanda. |
| Mutindu ya 2Mutu oyo ayebani mukolo biloko kasi afandaka bisika biye te | Mutindu ya 2 kofuta ndaku na ntalu eye elongobani lokola ezali na ba ntalu ya mikolo oyo na ba wenze. Ntalu eye esengeli esalisa mpo ete bazongisa biloko ya sika. |
| Mutindu ya 3 Mufuteli ya bisika biye oyo ayebani boongo to afndaka ofele na bisika biye. | Mutindu ya 3- Lifuta mpo na kosalisa kolongwa na bisika biye mpe kokengela biloko binso malamu, lokola mbongo mpo na kofutela bisika bisusu |
| Bolongwi bisika mpo na kokende bipayi mosusu | Kozala mofandi ya bisika biye mpe koponama mpo nalifuta lokola | Bofuti na makoki maye makosalisa mpo ete bakende na bisika bisusu na mikakatanu te . |
| Bobungisi misala mia mumbongo | Koyebana na ba ndeko ya nzinganzinga kozala mukolo misala miye mia mumbongo  | Kofuta mpo na biloko bia misala mia bango kolandana na ntangu oyo misala mikopekisa bango bateka na biska biye to kokende bisika bisusu.Soki bakolongwa bisika biye mpo na libela, nde lisalisi lisengeli kozala lia motuya penza mpo na kosalisa bango malamu. |
| Bobaluki nakati ya lolenge ya kosala misala | Bateki biloko na bango pembeni ya nzela na bisika biye | Lisunga liye likosalisa bango na ntangu ya muke mpo bakoka koluka mpe kozwa misala mosusu to kolanda misala mosusu. |
| Bobungisi musala | Batu baye basalaka mosala na bango bisika misala mikosalema | Kofuta bango mutango ya mbongo ya lifuta na bango ya sanza 6 mpe kosalisa bango balungwa na bisika biye |
| Bofandi bisika biye ndingisa ya kofanda epesami te | Batu baye bazali na mukanda moke te mokopesa bangi ndingisa ya kofanda na mabele maye. | Kopesa bango lisalisi liye likoki mpo ete balongola biloko bia bango na mabele maye na mpe batika mango kasi bakofutama mpo na mabele mango ata muke te.Bazali na ndingisa ya kolongola biloko bia bia bango mpe kokende na biango kolandana na mabongisi ma CPR. |
| Bobungisi bosusu | Bokotalama na ntango elongobani | Kotalela malamu mpe kufuta lolenge elongobani biloko biye bikosenga kofutama liboso ya batu banso |

Mpo na maye matali lolenge ya kopesa ntalo ya biloko biye bikobebisama, ekosalema na kolanda motuya ya eloko yango na mpe ntalo ya biloko na wenze mokolo mwa lelo.

Kolandana na politiki ya Banque Mondiale ya OP 4.12, lolenge ya kosambisa makambo kati ya batu (MGP) ekosalema kolandana na bisika bisatu. Mibeko ya mboka RDC ezali mpe kopesa lolenge ya kokata makambu kati ya batu mpo bayokana soki mikakatanu ezali.

Mpe kolandana na makomi ma politiki ya PO 4.12, nde mabongisi ma bokati makambo kati ya batu (MGP) makotiama na esika mpo ete misala mileka malamu mpe na nkokoso penza te. Mobeko mwa mboka RDC mpo na mambi ma bofuti biloko bia batu mpo na misala ya Mbulamatari molakisi lisusu ete batu bakoki kokende na Tribunal na ntango likambo ezali mpo na koluka kokata liango soki boyokani bozwami malamu penza te. Mabongisi maye ma bokati makambo nde masalami bisika bisatu biye bizali kolanda :

* Esika ya 1 : boyokani na nzela ya bakambi, baye bakozala na kati ya lingomba like liye likotiama na esika ya musala na kati ya mboka mpe liye likokambama na nkumu ya mboka, na bandeko ya mboka baye bakomonisi batu baye bakobungisa biloko bia bango na mpe batu ya société civile ya baimboka;
* Esika ya 2 : ezali komata epayi ya lisanga liye likokambama na mukambi ya engumba mpo na mabongisi ma misala lokola Coordonnateur provincial ya projet elongo na basalisi baye lokola ;
* Esika ya 3 : soki bisika biye bibale bia liboso bizwi eyanu ya malamu te, kokende na tribunal. Mutu nyonso oyo akomona ete asepeli te na lolenge likambo liye likokatama na ba kambi akoki kokende na likambo lina tii na tribunal epayi wapi akoluka bosolo. Kasi bosenga bazali ete batu bayokana na kindeko mpo na kokoma tii na tribunal te mpo ememaka mikakatano mingi.

Yambo misala minso mibanda, nde batu banso, na ba oyo ya UGP na mpe ya FSRDC, bakolanda mateya maye masengeli mpo nakosalisa bango misala misalema malamu. Mpe mpo na kokolisa mayele ma bango mpo na kosalela malamu PAR ya misala mia PIP. Mateya maye makopesama na Nganga mayele moko oyo okozwama mpo na yango.

Mutindu ya kotalela ba ntalu ya biloko

Kotalela ntalu ya biloko ezali kolanda motuya ya eloko na eloko na bokesini na yango, eye ekokokana na ntalu ya sika ya eloko yango.

Ba ndako ya misala eye ekosalisa mpo na bosaleli malongi ma PAR esengeli bakolisa mayele ma bango mpe balakisa bango lolenge ya kosalela makambo yango. Mambi ma bosaleli biloko biye masengeli kolakisama : kopona biloko biye bikofutama, kobongisa lolenge misala mikosalema (TDR) mpo na bosaleli malongi ma PAR, miangu mia bosali bolukiluki na efandeli ya batu na mumbongo na bango, bosaleli penza makambu ma bolongoli batu na mpe biloko bia bango na kosambisa ba makambu mpo na boyokani bolamu.

Milulu mia masolo na batu miye misalamaki mpo na mabongisi ma malongi ya CPR na bokuse

Na ntagu ya mabongisi ma malongi maye ma CPR, milulu mia masolo na batu 15 misalamaki na ba territoires eye ezali kolanda : Massi-Manimba, Gungu, Idiofa, Bagata, Bulungu, Kikwit, Bandundu-ville, Kenge, Kahemba, Feshi, Kasongo-Lunda, Popokabaka, Lisala, Bumba, Bongandanga kobanda mokol mwa 23 février tii na moklo mwa 31 mars 2018. Na milulu miye batu banso basepelki na mambi ma misala miye mikosalama, mpe bazali kozela misala mibanda na lombangu mpo na kosalisa bayi mboka na nzela ya misala miye mia PIP, botaleli mpe bofuti malamu biloko bia bantu, bozwi bilenge ya ba mboka eye na misala, bosaleli polele mambi manso ma mabongisi ma misala miye mia PIP tii na suka etc.

Mutango ya mbongo eye esengeli mpo na kosalela malongi ma CPR

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | Eloko | Epimelo | Ntalu ya Epimelo | Motangol | Esika mbongo ekouta |
| Quantité | US$ | US$ |
| 1 | Mobongisi ya malongi ya PAR | PAR | 6 | 35 000 | 210 000 | Projet  |
| 2 | Bokolisi mayele mpo na bosaleli malongi mango | Mateya | 1 | 20 000 | 20 000 | Projet |
| 3 | Kofuta mpo na bozongisi biloko (comités, suivi, réclamations) | Lifuti | 6 | 20 000 | 120 000 | Gouvernement |
| 4 | Kozwa ba ONG témoins mpo na bosaleli malongi ma PAR | Bozwi na musalat | 3 | 25 000 | 75 000 | Projet |
| 5 | Ntango ya bopanzi nsango mpe ya bokebisi  | Ntango | PM | 35 000 | 35 000 | Projet |
| 6 | Bolandeli ya suka ya bosaleli malongi ya PAR | l | 2 | 35 000 | 70 000 | Projet |
| 7 | bofuti mpo na mabele …. | Compensation | PM | 200 000 | 200 000 | Gouvernement |
| 8 | Bolandeli mpe botaleli bosaleli malongi ya PAR | Surveillance | 6 | 10 000 | 60 000 | Projet |
| 9 | Ya mbalakaka (10%) |   |   |   | 80 500 | Projet et Gouv |
| **Motango monene** | **870 500** |   |

Kolandana na maye mayebani kouta na misala ya boye, ntalu ya misolo yakosalela ekoleka te mutango mwa 1 % ya misolo miye mikopesama mpo na misala ya Projet, moye mozali mwa dollars ya america 1 million (1 million de dollars américains).

**RESUME EXECUTIF EN KIKONGO**

Mbula matari ya bwala ya République Démocratique du Congo (RDC) me baka mbongo ya lusadisu 200 millions ya dollars ya Amerika na nzila ya lisanga ya molongo ya lusadisu ya ba bwala yake bengama IDA sambu na kusadisa bisalu ya « PIP » yata kambama na Fonds Social de la République Démocratique du Congo (FSRDC).

Ntina nene ya lusadisu yayi kele kukangula ba nzila nakati ya ba bwala yayi kele na biteni bisatu (3) ke landa : (i) kukodisa mpila ya kabaka mbongo na nzila ya kisalu ya mabuta ya babola, (ii) kukodisa kubaka mbongo ya mabuta yayi kele na mutindu ve; (iii) kuyedisa bantu mutindu ya kulandila bima yayi ke zingaka ntoto na mpila bantu ke vandaka.

Projet ya PIP talaka ba provinces tanu ya mvimba yakele, Kwango, Kwilu, Mongala, na Mai-Ndombe, Nord Ubangi na Sud-Ubangi.

Bisalu yayi ya kubongisa ba nzila na lusadisu ya HIMO ta binga kusadila bapolitiki tatu ya Banque Mondiale yayi tatadilaka mambu ya kusadila na mpi kukengidila bima yayi kezingaka ntoto na mpi mutindu bantu kefandaka yakele : (i) OP 4.01 : Kutadila mbote bima kezingaka ntoto « Evaluation Environnementale »; (ii) OP 4.10 kutadila mbote mambu ya Ba Twa to ba Pygmées « Populations Autochtones » ; (iii) OP 4.11 : Kutadila mbote mambu ya bankoko « Ressources culturelles physiques » na mpi (iv) OP 4.12 Kukatula bantu na mpi bima na bawu bisika bisalu tasalama « Réinstallation Involontaire », na mpi diaka (v) OP 17.50 yayi metadilaka mambu ya kupesa ba nsangu na batu « Droits d’accès à l’information ».

Biteni iya (4) ya mvimba ta landama nsambu na ntina ya bisalu yayi tasalama :

* Kiteni ya 1 : Bisalu ya kusalama na bantu mingi ya kele (THIMO);
* Kiteni ya 2 : Kutambula yam bongo na nzila ya bisalu;
* Kiteni ya 3 : Mikanu ya kulandila na mpi kutadila bisalu ta salama ; na mpi
* Kiteni ya 4 : Kukodisa ba nzo ya bisalu.

Nde, kusadila kiteni yayi ya nkaka (1) yake tadila mambu ya kusadila nzila ya THIMO ta nata bilembu ya mbi na bima kezingaka ntoto na mpi ta lomba kukatula bantu na bima na bawu bisika bisalu ta salama. Bantu fwete zaba nde bisika ya kusadila bisalu me ponama diaka ve.

Malongi yayi ya CPR ntina na yawu kele ya kubongisa mpila ya kulandila mambu ya kukatula bantu na mpi bima na bawu na bisika ya kisalu, mpila ya kufuta bawu bima na bawu nsambu na kukamba bisalu ya etine ya nkaka (Composante 1) yayi ya PIP tasalama na nzila ya bisalu ya HIMO, kulandana na mibeko ya bwala na beto ya RDC na mpi kulandana na ba Politikinyayi ya Banque Mondiale ya OP 4.12 ya ketadila mambu ya kukatula bantu na mpi bima na bawu bisika bisalu tasalama.

Malongi yayi ya CPR monisa mafunda ya bantu tasimbama na bisalu tatu (3) ya vimba yata simbama na bisalu ya PIP. Bantu yayi kele : (i) muntu mosi tasimbama : yayi kele difunda mosi ya bantu ta bungisa bima na bawu, ntoto na bawu, bilanga na bawu, nde bantu yayi tafutama nsambu na bima na bawu ; (ii) Libuta ta simbama na bisalu : libuta ya vimba yayi ta bungisa bima na yawu ya fete futama nsambu na bima yayi ta bebisama na bisalu ; (iii) Mabuta yayi kele ya ngolo ve : mabuta yayi mnisama ya ngolo ve fete sadisama mbote sambu na kusadisa bawu kufanda mbote na bima na bawu : bantu yayi kele ba mbefu, ba kulutu, bana ya fioti bayayi kele na bisika ya kufanda ve.

Diaka, malongi yayi ya CPR landila mbote mibeku ya bwala na betu yayi tatadila mambu ya bima yayi kezingaka ntoto na mpi ba nsonika ya bwala yakele :

* Mubeku ya nene ya Constitution ya bwala ya RDC (Constitution de la RDC du 18 février 2006 telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 : particulièrement ses articles : 9, 34, 53, 54, 55, 59, 123, 202, 203 et 204).
* Mubeku yayi ya mambu ya kukengidila bima yayi kezingaka ntoto na mpi mutindu bantu kegandaka (Loi n° 11/009 du 9 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protectin de l’environnement)
* Mubeku ya mambu ya lotiliki (Loi n° 14/011 du 17 juin 2014 relative au secteur de l’électricité ;
* Mubeku ya mambu ya kubaka bima na mpi ntoto (Loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés ;)
* Mubeku yayi tatadila mambu ya kubaka bima na mpi ntoto ya bantu nsambu na bisalu ya Mbulamatadi (Loi n°77/01 du 22 février 1977 sur l’expropriation pour cause d’utilité publique ;)
* Mubeku yayi tadilaka mpila ya kusadila mubeku yayi ya kukatula bantu na mpi bima na bawu bisika bisalu tasalama (Loi 77-001 du 22/02/2002 qui décrit les procédures d’expropriation.)

Mibeko yayi tadilaka mambu ya ntoto na mpi ya mapangu yayi batasadila nsambu na bisalu ya PIP yokele yayi talanda : (i) ba ntoto ya bantu yonso (terrains du domaine privé) ; (ii) ba ntoto yayi Mbulamatadi ta sadilaka to ta sadisaka (les terrains occupés ou gérés par l’Etat), (iii) ba ntoto ya Mbulamatadi yayi bapesaka na bantu (les terres publiques allouées à des individus).

Na mitindu yonso, kukatula bantu na bima na bawu bisika ya bisalu tavanda ya fioti penza, nsambu bisalu tasalama na mpila ya kulutila bisika ya bantu kefandaka na bima na bawu ve (ba nzo, na mpi ba wenze ya fioti). Bilembu yayi takuisa na bima yakezingaka ntoto na mpi mpila bantu kefandaka tafanda :

* Bilembu na ntoto : kubaka ba ntoto nsambu na bisalu tasalama na nzila ya THIMO na mpi bisalu ya kutonga ba nzo ya lukutakanu (CPS) na provinces tatu yonso. Bisika ya nkaka ya bisalu tabakama kwa ntango nsambu na kusadila bisalu ya kutonga ba nzo na mpi bisadisu.
* Bilembu na ntu ya milona : kukata na mpi kubebisa bilanga na mpi milona ya bantu na mpi ba nti ya ba mbuma na bisika ya masanu ;
* Bilembu na ntu ya mumbongo ya bantu : kakata bisalu na bawu ya mumbongu kwa nyangu nsambu na bisalu yayi tasalama nakati ya bingumba biye bisatu.

Nsonika yayi ya malongi ya CPR tasadila mutindu ya kulandila mbote mpila ya kumonisa bantu yayi tabakama nsambu na kufuta bawu bima na bawu yakele : (a) bantu kefandaka na mikanda to ba buku na bawu ya bima yonso na ntoto nabawu kulandana na mibeku ya bwala to na mikanu ya bonkoko ; (b) bantu bayina kele ve na ba buku ya ba ntoto bawu sadilaka kansi bayayi kele na babuku yamutindu na mutindu ya bwala ; (c) bantu yayi kwasaka kufanda bisika yayi kana bawu kele na buku ata mos ive ya Mbulamatida, bayayi ta futama nsambu na kusadisa bawu kukatuka na bisika yayi ya bisalu. Bayayi yonso tasimbama na bisalu tabakama kana bisalu yayi tafanda bilembu ya mbi nsambu na mpila na bawu ya kufanda na nzila ya bisalu ya PIP ya ta futa to vutula bima yayi tabebisama na bisalu.

Kilumbu mosi bakamaka nsambu na kumonisa nsuka ya kusonika to kubaka ba nzina ya bayayi fete futama nsambu na bima na bawu. Bisalu tatadila mbote kana muntu yonso bakamaka ya ke futama mbote kulandana na ntalu ya bima na wenze ya bubu yayi.

Nsonika yayi ya CPR yake pesa manaka mosi yayi monisa : (i) masengi ya OP 4.12, (ii) mibeku ya ntina ya bwala, (iii) bamonisi nsambu na kulandila politiki ya OP 4.12 na lusadisu ya mibeku ya bwala.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Mulongo** | **Na yayi metadila mambu ya mibekuya bwala** | **Na yayi metadila mukanu ya** **PO/PB 4.12** | **Na kinsuka** |
| Bantu yayi taponama nsambu na kubaka lifuta ya bima na bawu ta bebisama | Bantu yayi ta ponama sambu na kufuta bawu bima na bawu tabebisam bayayi kele na ba nzo na bawu, na ba buku ya ba nzo ina ya Mbulamatadi sambu na ntoto na bawu, na mpi ba yayi kele na ba nkanda ya bima ya nkaka na nzila ya bonkoko (article premier loi n° 77-001 du 22 février 1977) | Mukanu ya OP.4.12 kenata bantu yonso mpila moshi na lukutanu moshi nsambu na kufuta bima na bawu. Yawu tadilaka mpi bantu yayi kele na ba buku ya ba bima na bawu. Kansi, ba yayi kwisaka kufanda na ba ntoto na kingolo, bawu mpi tafutama sambu na kukatuka bisika yayi ya bisalu ta salama. | Mukanu ya PO 4.12 na mpi mibeko ya bwala RDC kekutana na mambu yayi ketadila bantu yayi bisalu takatula na bisika na bawu fandaka. Bantu fete zaba nde mibeku ya bwala RDC tadilaka mbote ve bantu yayi kele na ba buku ya bisika bawu fandaka ve, kansi mukanu ya OP.4.12 nataka na mpi tadilaka mambu ya bantu yonso na mpi bayayi kele na ba buku na bawu ve.Bayayi medimama na nzila ya bonkoko natama mpila moshi na bayayi kele na ba buku ya l’Etat. Bosengi : kusadila politiki ya mukanu ya PO.4.12 ; kukaba bantu ve kulanda na ba buku na bawu.  |
|
|
| Lifuta nsambu na ntoto | Kufuta ya ba ntoto ya nkaka yayi kele ya ntalu moshi na yayi ya ntete. | Yokele mbote kuvutula ntoto bisika ya ntoto ya nkaka yayi tabakama. Kansi kana mpila kale yafete kufuta ntoto na ntalu ya mpa yayi kele na ba wenze sambu na kusumba ntoto ya mpa na ntalu ya wenze | Yokele mpila moshi kansi tadilaka mpila moshi ve mambu ya bantu yonso sambu na ntula yayi kele bubu yayi na ba wenze.Nlombi : kusadila mukanu ya OP.4.12 ; kuvutula ntoto yayi tavidisama na mpi kusadila yawu; kana ntoto ya nkaka kele ve, kufuta ntoto na ntalu yayi kele ya mbote na webze ya bubu yayi. |
| Lifuta nsambu na bima tongamaka | Kofuta bima yayi na ntalu mezabana na ba mfumu ya Mbulamatadi | Kuvutula to kufuta na ntalu ya wenze ya bubu yayi (ntalu ya kima ya mpa) | KukabwanaBosengi : kusadila mukanu ya PO.4.12 ; kuvutula to kufuta na ntalu ya wenze ya bubu yayi. |
|
| Bantu yayi fandaka na ntoto na ndingisa ve | Mubeku ya kubaka ntoto ya bantu lombaka kufuta ve sambu na ba ntoto tabakama kansi ya bantu yayi kele na ndingisa ve yakufanda na ntoto yina, kansi kusadisa bawu mbote sambu na kukatula bima na bawu na kukwenda bisika ya nkaka.  | PO 4.12, par. 16: Bantu bometubila na mulongo ya 15 c) botabaka lusadisu nsambu na kukatula kaka bima na bawu kansi sambu na ntoto ve. OP.4.12 paragraphe 6. b) i) et c) : Kansi kana yomelomba kukatula bantu na bisika bawu fandaka ntete, banu yayi ta katulama tafutama sambu mambu yayi ya kukatuka na bisika bofandaka.  | Politiki ya Banque Mondiale na mpi mibeku ya RDC kele na bokeseni na mambu yayi. Na yayi, kana ntoto kele ya ndingisi ve lifuta ata moshi tasalama ve sambu na ntoto, kansi lusadisu tapesama na bantu yonso sambu na kukatula bima na bawu na ntoto yina kulandana na mukanu ya PO 4.12 yayi kelomba kuvutula bima ya bantu na mpi kusadisa bawu katuka na bisiika ya bisalu, yokele mbote kusadila mukanu ya PO. 4.12. Bosengi : kusadila mukanu ya PO.4.12 ; bantu yonso ta sadisama sambu na kukatula bima na bawu mpila kele ve ya kukabula bawu.  |
| Kutadila ba ntoto | Kuvutula ba ntoto na ntalu kele yakuzabana na bisika bawu fandaka to kutanaka | Ntalu ya kofuta sambu na ntoto bawu tavidisa sambu na bisalu | Mpila ya kusadila kele kaka moshi na kati ya mibeku na mpi politiki ya Banque Mondial. Bosengi: kusadila mukanu ya PO.4.12 ; ntalu ya mbongo yayi tafutama sambu na bima fete fanda yayi kele bubu yayi na ba wenze sambu na kusadisa bantu kuvutula bima ya nkaka ya mpa. |
|
| Kutadila bima yayi tongamaka | Kuvutula bima na ntalu yayi kele ya bubu yayi na ba wenze sambu na kotonga ba nzo ya mpa | Kuvutula na ntalu ya mpa bima yonso yatavidisama, na ntalu ya fioti ve. | Bokeseni ya fioti kansi mpila moshi ya kusadila.Bosengi : kusadila mukanu ya P0.4.12 ;  |
| Lukutakanu ya bantu yayi kele na mpasi mingi | Mibeku ya Mbulamatadi ya RDC tubilaka ve mambu yakutadila mbote bantu yayi kele ya mpasi na kati ya bantu yayi botakatula na bisika ya bisalu. Kansi, milongo 12 na mpi 13 ya Constitution lombaka kunata bantu yonso mpila moshi. | OP. 4.12, par. 8 :Sambu na kulandila na mpi kusadila mbote mambu ya kukatula bantu na bima na bawu na bisika bisalu tasalama, yofete kulandila mbote mambu ya banu yayi kele na mpasi mingi na kati ya bantu yayi lokola ba nkento, bana ya fioti, ba nkoko to bakulutu, ba Twa (PA), sambu na kulandila bawu mbote na kumonisa bawu mpasi diaka ve. | Bokeseni ya fioti. Bosengi : kusadila mukanu ya P0.4.12 ; kutadila lukutakanu ya bantu yayi fandaka na mpasi mingi na kati ya bisika yayi bisalu tasalama. |
|
| Kuzenga to mpi kusambisa mambu kati ya bantui | Luwakanu na nzila ya mbulamatadi sambu na mutangu yam bongo yayi tafutama. Kana luwakanu kele ve, nde bantu talanda nzila ya kusambisa bilumbu to mambu na tribunali.  | Annexe A OP.4.12. par. 7 b) ; Annexe A OP.4.12 par. 16 c) Annexe A par. 17: Kusadisa mpila ya kuzenga ba mambu na ntangu ya bisalu to ya kufuta mbongo sambu na kuvutula bima ya bantu. | Mpila zole kele yakusadila sambu na kuzenga ba mambu ta kwisa na kati ya bantu na yayi ya Banque Mondiale. Bosengi : kusadila mukanu ya PO.4.12 ; kutadila mbote kana nzila ya kuzenga ba mambu kele ya mbote sambu na bantu yonso. |
| Mpila ya nkaka ya kufuta bima ya bantu | Mibeku ya bwala RDC mendima kupesa muntu kisala lokola lifuta sambu na bima yandi atavidisa. Bima yonso tafutama na ntalu ya mbote.  | PO 4.12, § 11: Kana bantu yayi takatula melomba kufuta bawu mbongo na bisika ya ntoto na bawu, yotasalama pidina, to kana mpila kele vey a kupesa bawu ntoto bisika ya nkaka, botapesa bawu mbongo ya ntalu ya ntoto na bawu sambu na kusadisa bawu kwenda bisika ya nkaka  | Mukanu ya PO.4.12, sambu na mambu ya mpila ya kufuta bima ya bantu to ntoto na bawu na nzila ya kupesa bawu bisalu yokele mpila moshi na mibeku ya RDC ve.Kaka nannzila ya kufuta na mbongo to na bima ya nkaka nde luwakanu kele. Bosengi:Kousadila mukanu ya PO.4.12 |
| Mambu ya kufuta bima ya bantu | Lusadisu yayi ya kufuta bima ya bantu tasalama kana bisalu mebanda ntete ve (article 34 Constitution) ; Lusadisu yayi tafanda mpila moshi na ntalu ya bima yayi tafutama na wenze (article 26 Code des investissements) ; | Kana bisalu kebanda ntete ve. Sambu na ntoto: kulanda ntalu ya bubu yayi na wenze, sambu na bisika ya bilanga – kufuta ntete ya kukatula bantu na bisika ya bilanga na bawu- kutadila mbote kana bantu yayi fete pesama ba ntoto ya nkaka sambu na bilanga ya mpa, na mpi kusadisa bawu diaka kubaka milona na lusadisu ya nkakai.  | Bosengi : kusadila mukanu ya PO 4.12, kufuta talanda ntalu ya bima bubu yayi na ba wenze. |
|
| Kukatula bantu na bima na bawu bisika ya bisalu | Mukanu yayi tubaka nde bisalu yayi tasalama kele ya ntalu sambu na bantu yonso, yopesaka mpi ntangu yakusadisa bantu yonso kukatula bima na bawu na mpila yomepesama na mulongo ya 6 ya mubeku ya loi n° 77-001 du 22 février 1977 | Na manima ya kufuta bawu na mpi kana bisalu mebanda ntete ve.  | Bokeseni ya fioti. Bosengi : kusadila mukanu ya P0.4.12 ; kutadila mbote bantu yayi ya mpasi mingi na kati ya bantu yayi takatulama bisika bisalu tasalama. |
|
| Ntalu ya kukatula bantu na bima na bawu na mpi kunata bawu bisika ya nkaka | Yotasalama na Mbulamatadi ya Bwala (kupesa ntoto ya nkaka, kufuta bantu yayi tavidisa bima to ba PAP)  | Yotasalama na Mbulamatadi | Bosengi :Kusadila mukanu ya PO 4.12. Kulanda luwakanu nsambu na kubaka mbongo ya bisalu. |

Mutindu ya kubongisa mambu yayi metadila kukatula bantu na mpi bima na bawu yake na biteni tatu ya mviba yayi talanda : (i) kupesa ba nsangu na ba mfumu ya Mbumalamatadi ya bisika bisalu tasalama, (ii) kundimama ya nsonika ya PAR, (iii) kusadila masengi ya PAR, (iv) matuba na bantu yonso yayi fandaka bisika bisalu tasalama. Kukatula nzo tasalama kana : (1) muntu yayi fandaka na nzo yina kele nkolo ya nzo yina (2) muntu yayi fandaka ndimamaka na ba mpangi nde yayi kele nkolo ya nzo yayi, (3) muntu yayi futilaka na nzo yayi takatulama yayi me ndimama mpi na ba mpangi ya pembeni ya bisika.

Lokasa ya kuponama nsambu na bima yayi tongamaka

| **Elembu** | **Kuponama** | **Ndingisa ya kufutama to kukatuka na bisika** |
| --- | --- | --- |
| Kuvidisa ntoto yayi zabana na l’Etat to yayi zabana na nzila ya bonkoko | Kumonsa buku ya ntoto to kuzabana na bantu ya pembeni nsambu na ba ntoto yayi | * Lifuta yayi kele ya kulandana na ntalu ya bubu yayi na ba wenze
* Kukotisa bantu na bisika ya ntoto ya nkaka ya mpa nsambu na kusadisa bawu kubaka ntoto ya nkaka
* Mikanu ya nkaka ya lusadisu nsambu na kusadisa bantu yonso kukengidila bima na bawu.
 |
| Kuvidisa bisika ya bilanga na mpi ba ntoto ya nkaka | Kuvanda nkolo ya bilanga to ya bisika yayi ya ba ntoto ta bebisama | * Kufuta na nzila ya mbongo ve nsambu na bisika ya bilanga
* Bantu yayi zabana ta futama nsambu na ba ntoto na bawu. Nzila mosi ya kufuta bima na bawu ta monisama na bawu yatafanda ya :
* Kuvutula bima yayi ta bebisama na bima ya nkaka kulandana na ntalu ;
* Kuvutula ntoto nsambu na ntoto yayi tayedika ya bima ya bilanga na ntalu ya wenze ;
* Kuvutula mbongo ya ntalu ya bima yayi kele bisika bisalu ta salama;
* Kusadisa nab a lusadisu ya nkaka nsambu na kumonisa bantu mpasi ya nkaka ve na mpi kukodisa mpila na bawu ya kufanda.
 |
| Kuvidisa eteni ya ntoto | - Lukutakanu ya bantu ya babwala | - Lifuta nsambu na lukutakanu ya lisanga |
| Kuvidisa milona to bima ya bilanga | Kuzaban nde nkolo bilanga na mpi milona to madia (exploitants agricoles) | Milona ya konso ntangu : Lifuta nsambu na lusadisu ya konso ntangu kulanda na milona bantu tayedisaMilona ya mbula ya mvimba : Kana muntu tayedisa milona na kati ya bilanga, yandi tafutama na ntalu yam pa ya wenze ya bubu yayi. |
| Kuvidisa nzo | Cas 1Muntu yayi zabana kufanda na ntoto yayi na buku ya l’Etat | Cas 1 Kufuta ntalu ya ba nzo yayi kele ya ngolo nsambu na kusadisa bawu kwenda bisika ya nkaka mbote. |
| Cas 2Muntu zabana ve na buku ya l’Etat nsambu na ntoto afandaka | Cas 2 Kufuta ba nzo ya takatulama na ntalu yayi ya mpa na ba wenze ya bubu yayi na mpi lusadisu nsambu na kukatula bima yonso. |
| Cas 3 Muntu yayi futilaka na bisika (Muntu yayi fandaka ofele na ntoto) | Cas 3- Kufuta nsambu na mubembo na mpi mbongo ya kufutila bisika ya nkaka ya kufanda |
| Kukatulama | Kufanda muntu yayi kutanaka pana | Kufuta nsambu na kukatuka ya bantu na mpi bima na bawu bisika ya kisalu |
| Kuvidisa bisalu ya mumbongo | Kuzabana na bantu yonso ya pembeni na mpi ya l’Etat nsambu na kisalu yayi | Kufuta kuyedisa ya mumbongo na ntangu bisalu ta salama.Kana luyedisu yayi tafanda ya konso ntangu, lifuta fete fanda ya ngolo nsambu na kusadisa bantu. |
| Kubaluka ya mpila kisalu fandaka ntete | Muteki bima na bisika to pembeni ya bisika kisalu ta salama | Lusadisu na nzila ya nkaka (formation, crédit) ya mwa ntangu nsambu na kusadisa yandi kubaka kisalu ya nkaka. |
| Kuvidisa kisalu | Bantu yayi fandaka bantu ya kisalu zabana na bisika yayi projet tasalama | Lifuta ya ban gonda 6 na lusadisu nsambu na kukatuka pana |
| Bayayi fandaka na ba ntoto na mpila ya mbote ve  | Bantu yayi fandaka na ba ntoto yayi kele ya bawu ve na ndingisa ya l’Etat. | Lusadisu nsambu na kukatuka pana kansi lifuta nsambu na ntoto ve, na lusadisu ya nkaka kana melombama na malongi ya CPR, kana muntu yayi kele bisika bisalu ta salamaMuntu kele na ndingisa ya kubaka bima na yandi na kukatula ba nzo na yandi. |
| Kuvidisa bima ya nkaka | Kutadila kulandana na inki kima | Kutadila mbote na mpi kufuta na mpila ta ndimama na luwakanu ya bantu yonso |

Na yayi metadila mambu ya kupesa ntalu ya bima, yatasalama kulandana na ntalu ya bima na ba wenze bubu yayi na mpi ntalu ya kubakisama ya bima.

Kulandna na mutindu ya kusadila politiki yayi ya OP 4.12, mpila mosi ya kusambisa to kukata ba mambu ya bantu yayi tawakana ve nsambu na mambu ya bisalu tasalama (MGP) bisika tatu. Kulandana na mibeku ya bwala RDC ya mambu ya kukatula bantu na bima na bawu, diambu fete sambisama na bisika tatu mpi :

* Ya ntete : nalusadisu ya ba mfumu ya bisika bisalu ta salama yayi ta tadila diambu yonso na manima ya bilumbu 7,
* Ya zole : nalusadisu ya ba mfumu ya province yayi talandila diambu na manima ya bilumbu 7,
* Ya tatu : muntu fete kwenda na tribunal kana bisika zole ya ntete pesaka bawu ndimbula ya mbote ve. Kansi, nsambu na kukata mumba ya bantu tawakana ve, yafete kusadila nzila ya kimpangi nsambu na kukuma na nzo ya tribunal ve.

Nsambu na kusadila mbote malongi yayi ya PAR ya bisalu ya PIP, yafete kukodisa mayele ya bantu yonso yayi tasadisa nsambu na bisalu yonso kusalama mbote na ntete ya kisalu kubanda. Bansadi yonso, na bayayi ya FSRDC na mpi UGP talanda malongi ya mpila bawu fete sadisa nsambu na bisalu yonso ya ta salama.

Na kinkufi ba lukusakanu yonso salamaka na ntangu ya kubongisa maloni yayi ya CPR.

Na ntangu ya mabongisi ya malongi yayi ya CPR, ba lukutakanu (15) salama na bantu yayi yonso fandaka bisika bisalu ta salama na ba territoires ya Massi-Manimba, Gungu, Idiofa, Bagata, Bulungu, Kikwit, Bandundu-ville, Kenge, Kahemba, Feshi, Kasongo-Lunda, Popokabaka, Lisala, Bumba, Bongandanga kubanda kilumbu ya 23 tii ya 31 mars 2018.Na ba ntangu yayi nde masolo salama na bantu yonso, bayayi fandaka pembeni ya bisika ya bisalu bayayi tubaka nde (i) kisalu yayi ya PIP kele mbote mpi bawu fingilaka kisalu yayi kusalama nsualu; (ii) kutadila mbote bima yayi tafutama ; (iii) kubaka na kisalu bilenge yayi ya ba bwala ; (iv) kusadila na mpi kumonisa mbote mambu ya bisalu yayi yonso etc.

Mpila ya kutadila ntalu ya bima

Mpila ya kutadila bima salamaka kulanda ntalu ya konso kima, yayi kele ya bima na ba wenze bubu yayi.

Ba nzo ya bisalu yayi taladila kusadila malongi ya PAR yata kuisa fete kukodisa mayele na bawu. Na yayi, bawu ta kodisa mayele na bawu sambu na kulandila mbote kupona bima yayi tafutama, kusadisa mpila ya kulandila mambu yayi, na kumonisa nzila ya kulanda nsambu na kumonisa mambu ya mpila bantu fandaka, na mpi kusadila nsambu na kukatula bantu na mpi kufuta bima na bawu na kulandila ba mambu.

Mutangu ya mbono nsambu na kusadila malongi ya CPR

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | Kima | Monisi | Ntalu ya monisi | Mutangu ya nene | Kisika mbono ta lutila |
| Mutangu | US$ | US$ |
| 1 | Mabongisi ya PAR | PAR | 6 | 35 000 | 210 000 | Projet  |
| 2 | Kukodisa mpila ya kusadisa bisalu | malongi | 1 | 20 000 | 20 000 | Projet |
| 3 | Kufuta ya bima ya bantu (comités, suivi, réclamations) | kufuta | 6 | 20 000 | 120 000 | Gouvernement |
| 4 | Kubaka ba ONG yayi talandila kusadila malongi ya PAR | kubaka na kisalu | 3 | 25 000 | 75 000 | Projet |
| 5 | Matuba ya kukebisa na mpi kupesa ba nsangu | Matuba | PM | 35 000 | 35 000 | Projet |
| 6 | Kulandila mbote nsuka ya bisalu ya PAR | Kulandila | 2 | 35 000 | 70 000 | Projet |
| 7 | Kufuta ba ntoto ya bantu …. | Kufuta  | PM | 200 000 | 200 000 | Gouvernement |
| 8 | Kulandila na mpi kutadila kusadila malongi ya PAR | Kutadila | 6 | 10 000 | 60 000 | Projet |
| 9 | Mambu ya mbalakaka (10%) |   |   |   | 80 500 | Projet et Gouv |
| **Mutangu ya nene** | **870 500** |   |

Kutadila mbote bisalu ya nkaka salamaka mpila mosi na bisalu yayi tasalama, ntalu ya mbongo ya kusadila bisalu taluta ve mutangu ya 1 % ya mbongo yayi tapesama nsambu na kusadisa bisalu yayi ya ba nzila ya Projet, yayi kele 1000 000 $US (1 million de dollars américains).